



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2016

Publication : 30/06/2016

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

D.2016.06/10

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 27 juin 2016

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	26
Nombre de Pouvoirs	6
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **28 juin 2016**.

L'an deux mille seize, le **27 juin** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **20 juin 2016**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU** (jusqu'à 20h), Jean-Pierre **QUEMION**, Philippe **KWIATKOWSKI**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Valérie **LEDoux**, Estelle **FERON**, Stéphanie **ONFROY**, Alexandre **MORA**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Nordine **HASSINI**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Olivier **LARDANS** (Pouvoir à Dominique **THINNES**), Emmanuel **DELINEAU** à partir de 20h (Pouvoir à Virginie **LAMBERT**), Gérard **DELAHAYS** (Pouvoir à Valérie **LEDoux**), Marie-Paule **DESHAYES** (Pouvoir à Nicole **LANGLOIS**), Sophie **CAPELLE** (Pouvoir à Stéphanie **ONFROY**), Karine **LOUISET** (Pouvoir à Daniel **FIDELIN**), Pascal **DUMESNIL** (Pouvoir à Jérôme **DUBOST**).

Absent excusé

Gilles **LEBRETON**.

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance **à l'unanimité**.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 27 juin 2016

2016.06/10

RESSOURCES HUMAINES - Attribution d'une prime exceptionnelle - Autorisation

Monsieur Gilbert FOURNIER, Adjoint au Maire – Par délibération n°7 du 8 décembre 2014, le Conseil Municipal a décidé de créer une prime exceptionnelle afin de prendre en compte l'investissement des agents lors de la survenance de circonstances exceptionnelles.

Il est proposé d'ouvrir la possibilité de verser cette prime lorsqu'un agent remplace son collègue absent, en congé de maladie ou en congé de maternité, pendant une période d'au moins 30 jours calendaires consécutifs.

1. Conditions d'octroi

La prime exceptionnelle pourra être versée si les conditions suivantes sont réunies :

- Remplacement d'un agent absent pour maladie ou maternité pendant au moins 30 jours calendaires consécutifs, sans recrutement concomitant. Il ne sera versé aucune prime exceptionnelle à un agent qui remplace un collègue absent si cette absence a déjà été remplacée par ailleurs.
- Demande circonstanciée du chef de service indiquant les motivations, les missions supplémentaires effectuées pendant l'absence ne pouvant nécessiter un report, validée par le directeur général des services. Cette demande peut être faite à tout moment de l'absence.

2. Modalités d'octroi

Le versement de la prime exceptionnelle s'opérera de la façon suivante :

- Paiement trimestriel à terme échu.

Remplacements effectués sur la période	Paiement
Janvier, février et mars	Mars
Avril, mai et juin	Juin
Juillet, août et septembre	Septembre
Octobre, novembre et décembre	Décembre

- L'attribution de la prime ne pourra aboutir à verser à l'agent concerné un montant qui excède celui du crédit global maximum qui peut lui être versé en fonction de son grade.

3. Montant de la prime

Afin de permettre un traitement équitable, il est proposé d'attribuer la prime exceptionnelle sous forme de forfait :

- 75 € par mois si le remplacement s'est effectué avec un nombre d'heures supplémentaires qui n'excède pas 10% du temps de travail hebdomadaire. Sont également inclus dans cette catégorie les agents qui ne déclarent pas leurs heures de travail dans le cadre d'un système automatisé.
- 100 € par mois si le remplacement s'est effectué avec la réalisation d'heures hebdomadaire au moins égale à 10% du temps de travail.

Trois compléments doivent être apportés :

- Les heures au-delà du temps de travail hebdomadaire sont réalisées à la demande écrite du chef de service.
- Le temps de travail hebdomadaire est calculé en moyenne sur la période de remplacement.
- Si l'agent absent est remplacé par plusieurs de ses collègues, le forfait est divisé par le nombre d'agents assurant les missions du collègue absent.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le budget de l'exercice 2016 ;

VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des Fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

VU le décret n° 91-875 du 6 Septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 Janvier 1984 modifiée ;

VU l'avis du Comité Technique réuni le 10/06/2016 ;

VU le rapport de Monsieur FOURNIER, Adjoint au Maire en charge des Ressources Humaines ;

CONSIDERANT

- qu'il revient à l'organe délibérant de fixer et d'organiser les principes et les critères d'octroi, de versement ou de retenues du régime indemnitaire pour créer les conditions d'une motivation des agents de la collectivité,
- que l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 a seulement pour objet de reconnaître le plein exercice du principe constitutionnel de libre administration dans la fixation des régimes indemnitaires locaux,
- la nécessité d'apporter des amendements et des ajustements aux régimes indemnitaires existants ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- l'attribution d'une prime exceptionnelle sous forme de forfait de l'ordre de :
 - 75 € par mois si le remplacement s'est effectué avec un nombre d'heures supplémentaires qui n'excède pas 10% du temps de travail hebdomadaire. Sont également inclus dans cette catégorie les agents qui ne déclarent pas leurs heures de travail dans le cadre d'un système automatisé.
 - 100 € par mois si le remplacement s'est effectué avec la réalisation d'heures hebdomadaire au moins égale à 10% du temps de travail.

Exercice 2016
Budget Principal
Chapitre 012
Toutes sous-fonctions
Nature 64118 - 64138
Rémunération principale du personnel permanent titulaire et non titulaire

Le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus par 25 Voix Pour et 7 Absentions (Fabienne MALANDAIN, Martine LESAUVAGE, Nordine HASSINI, Pascal DUMESNIL, Nada AFIOUNI, Jérôme DUBOST, Aurélien LECACHEUR).

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

Le Maire,

